

# Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 22, N° 3, Juin 1999

## Communauté de vues, vies partagées

Sur un ton sérieux mais avec des yeux brillants de joie et d'enthousiasme, Olga Mendez nous présente le programme de santé pour adolescentes établi par son équipe. Olga est membre de *Conrado de la Cruz*. Cette association de femmes guatémaltèques s'intéresse à la situation des jeunes autochtones, travailleuses d'usines ou employées de maison. Elle leur fournit des informations sur les droits des travailleurs et une protection contre les abus au travail tout en les aidant à poursuivre leurs études.

Pendant que les membres de l'équipe discutent, un homme silencieux, assis au coin de la table, les écoute attentivement. Julian est prêtre dans les bidonvilles de Guatemala. C'est lui qui nous a présenté à Olga et à ses collègues il y a quelques années. Dans sa paroisse, il a appris à connaître et à respecter les jeunes femmes qui, comme Olga, travaillent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Elles veulent aussi protéger leurs jeunes sœurs et cousines des durs traitements qu'elles-mêmes ont subis au travail.

Il y a quatre ans, Julian et Olga nous ont parlé pour la première fois de leur projet pour aider les jeunes travailleuses à améliorer leur vie: leur donner accès à la protection prévue par la législation du travail et leur offrir des possibilités novatrices de poursuivre leurs études. *Conrado de la Cruz* n'était alors qu'un petit groupe. Ses membres ne savaient pas comment réaliser leur rêve. Aujourd'hui, cette équipe de huit femmes, dont un médecin et une psychologue, a permis à des centaines de jeunes travailleuses de s'entraider.

Olga est maintenant songeuse. Elle évoque les projets de retour à l'école de certaines jeunes travailleuses. « Les *señoritas* savent ce qu'elles veulent.

Elles peuvent prendre leur vie en main. Elles ont seulement besoin de savoir qu'on croit en elles. »

Julian et Olga partagent une vision d'un monde plus juste et plus sûr. Ils l'ont communiquée aux jeunes femmes de *Conrado de la Cruz* dès les premières activités de l'association. Cette vision est à l'origine d'une longue et solide amitié. C'est elle qui leur a donné le courage d'imaginer l'impossible, de transformer le rêve en réalité.

Ces discussions entre amis font la joie de notre travail; pour Inter Pares, elles sont aussi le moteur de l'action. Il faut du temps pour établir de tels rapports. Si l'amitié ne peut changer le monde, elle peut être le fruit d'une lutte commune, la résultante d'un même engagement pour l'action, l'aboutissement d'une vision partagée. Quand les temps sont durs, c'est l'amitié qui porte l'action. Celle qui lie Olga et Julian, et qui maintenant nous lie à eux, est de ces amitiés entre personnes ayant mené le même combat, convaincues de la nécessaire pluralité de l'action et portées par la vision d'un monde juste et équitable.

Nos collègues du Sud et nous ne nous considérons pas comme « partenaires » car le partenariat suppose une division du travail, un partage des récompenses, des responsabilités et de l'autorité. Les partenariats sont rarement égalitaires. Quand bien même les deux parties tireraient véritablement profit de leur relation, le partenariat ne se limiterait pas moins à des rapports négociés. Pour tisser des liens authentiques entre ceux qui luttent pour la justice sociale, rien ne vaut la collaboration et la coopération



Conrado de la Cruz

fondées sur une communauté de valeurs, d'objectifs et d'intérêts et sur l'engagement d'œuvrer sur un même pied d'égalité pour bâtir un monde meilleur.

Pour Inter Pares, cela signifie aussi confronter les causes de la pauvreté et des inégalités au Canada dont nous, Canadiens, sommes responsables. En tentant de nous assurer et d'assurer à nos enfants un meilleur avenir, nous pouvons faire œuvre commune avec nos amis et nos semblables de par le monde dans un acte de solidarité.

De Julian et Olga nous avons beaucoup appris. Comme des milliers d'autres ici et ailleurs, ils sont une source d'inspiration constante; ils nous rappellent que le changement est possible, par la lutte et dans la joie et l'amitié. Dans ce numéro du *Bulletin*, vous prendrez connaissance d'activités de longue haleine auxquelles Inter Pares est fière de participer.

# Des créations originales

Offrir aux femmes de nouvelles possibilités qu'elles choisiront à leurs conditions pour leur propre bien main dans la main avec d'autres femmes (Likhaan)

En philippin, *Likhaan* fait allusion au site de « créations originales ». C'est aussi l'acronyme de l'association *Limangan ng Kababaihan*, littéralement, « un lieu pour les femmes en développement ». Likhaan est un centre qui fournit des services de soins de santé, d'éducation, d'organisation, de recherche et de sensibilisation axés sur les femmes. Depuis sa fondation, elle a été le site de créations originales tels des programmes de médecine alternative dans des communautés marginalisées, des recherches novatrices, la construction de réseaux et la sensibilisation des femmes.

Très tôt, les rapports de Likhaan et d'Inter Pares ont été marqués par la réciprocité. D'une part, Likhaan était désireuse d'entrer en contact avec des

individus et des associations de femmes au Canada et ailleurs afin de bénéficier de leur expérience, d'échanger les points de vue et de tisser des liens de solidarité internationale. D'autre part, Inter Pares cherchait à internationaliser l'action sociale des Canadiens et à promouvoir l'échange d'expériences autour de préoccupations communes.

Sur invitation d'Inter Pares, des femmes de Likhaan ont rencontré des membres de communautés autochtones du Canada avec lesquelles elles ont évoqué les problèmes de santé des femmes. Elles ont aussi pris part à d'autres rencontres qui leur ont permis d'établir des relations prometteuses. L'année dernière, Likhaan a participé à la réunion préparatoire de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, une initiative de la *Fédération des femmes du Québec* pour une action mondiale visant à contrer la pauvreté et la violence faite aux femmes. Les organisatrices de la Marche recherchaient une contribution des femmes asiatiques. Likhaan considérait qu'une telle partici-

pation permettrait aux Philippines de s'organiser et de tisser un réseau de relations. Aussi a-t-elle rassemblé plus de vingt associations de femmes des Philippines. Elles ont préparé un document consensuel que Likhaan a présenté en leur nom à Montréal.

Aujourd'hui, Likhaan et Inter Pares resserrent les liens de coopération avec des collègues de longue date qui militent, en Thaïlande, dans le cadre du *Burma Relief Centre*. Ensemble, nous partagerons l'expérience et le savoir acquis dans les domaines de l'organisation de femmes, des droits génésiques et des problématiques de la santé dans les zones d'intenses conflits armés.

Ainsi, notre relation avec Likhaan est l'illustration de l'amitié et de l'action partagées pour réaliser des « créations originales », main dans la main avec des associations de femmes et des organisations œuvrant pour la justice sociale qui partagent notre vision d'un monde sûr, juste et équitable.

# Un environnement propice au changement

nicaraguayens; depuis, ceux-ci gèrent le programme avec succès.

En même temps, Daniel Quérol prenait part aux efforts de sensibilisation de l'opinion internationale à la disparition de la diversité génétique et à la privatisation des ressources génétiques mondiales par les multinationales. Par son appui à ces activités, Inter Pares a pu renforcer au Canada son action politique dans le domaine de la législation sur la protection de la biodiversité végétale.

Notre collaboration avec Daniel s'est consolidée avec la mise en œuvre d'un projet de recherche scientifique sur les tropiques humides de la région éloignée de Rio San Juan avec la participation de coopératives de paysans. Inter Pares a contribué à la mise en place d'infrastructures de base dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la communication, au renforcement des organismes communautaires et à la réalisation de projets économiques de petite envergure. Quant à Daniel et son équipe, ils ont fourni l'assistance technique nécessaire pour la formation des leaders locaux et des membres des coopératives à l'utilisation des techniques de production et de gestion.

Conscients de l'importance du savoir traditionnel des paysans avec lesquels ils collaborent depuis de nombreuses années, Daniel et son équipe ont créé un centre de

recherche au début des années 90. Au centre Güises Montaña Experimental, chercheurs et paysans travaillent côte à côte pour remplacer la culture itinérante sur brûlis par des méthodes agricoles adaptées afin de contrer la destruction des forêts de Rio San Juan tout en améliorant les perspectives économiques des communautés locales. Depuis la création du Centre, Inter Pares a été intimement impliqué; nous avons fourni notre expertise en gestion et en développement organisationnel tout en incitant d'importants bailleurs de fonds à le subventionner et en facilitant l'obtention d'un capital initial.

Depuis son poste de recherche au milieu de la jungle, Daniel poursuit son activité militante; il est convaincu que le sort des communautés tropicales est indissociable des politiques mondiales façonnées par le Nord. Avec Third World Network, organisme homologue d'Inter Pares, Daniel a joué un rôle clé dans l'élaboration de propositions pour la protection de la biodiversité mondiale.

Pour Inter Pares, c'est la démonstration que le changement est la résultante de la solidarité et de l'engagement militant pour le bien commun. C'est aussi un exemple frappant d'efforts concertés de sensibilisation à l'échelle mondiale qui s'enracinent dans l'action locale.



Daniel Quérol de Güises Mordaña Experimental

Au début des années 80, Inter Pares apportait son appui à des activités au Nicaragua, dont le Programme pour la conservation des ressources génétiques du Nicaragua (REGEN). L'objectif de ce programme de recherche est d'augmenter la production agricole nationale et de favoriser l'auto-suffisance alimentaire par la conservation et l'amélioration de variétés de semences locales. Dès ses débuts, REGEN a bénéficié du soutien technique du biologiste péruvien Daniel Quérol, de l'appui financier d'Inter Pares et des conseils que nous avons prodigués dans le cadre du développement institutionnel. En 1985, REGEN décernait les diplômes à la première promotion d'agronomes

# Rebâtir l'espoir

Martín Soto achève de décrire les objectifs et les activités de la dernière Table ronde régionale de Huancavelica, au Pérou, à laquelle Inter Pares contribue. « Droits de la personne, gouvernance, pauvreté et développement, paix et réconciliation, dit-il, sont tous intimement liés. Nous ne pouvons traiter l'un sans les autres. C'est la question que nous aborderons au cours de cette table ronde et c'est la raison pour laquelle tout plan de développement doit être ouvert à tous. »

Martín a raison. Durant les deux dernières heures, la conversation a roulé sur diverses questions : l'histoire d'une leader paysanne emprisonnée sous de fausses accusations et les efforts pour en obtenir la libération; la responsabilité des collectivités; les efforts de règlement de conflits dans les communautés divisées par la guerre; les succès des organisations féminines locales; les défis de l'élevage et de l'agriculture.

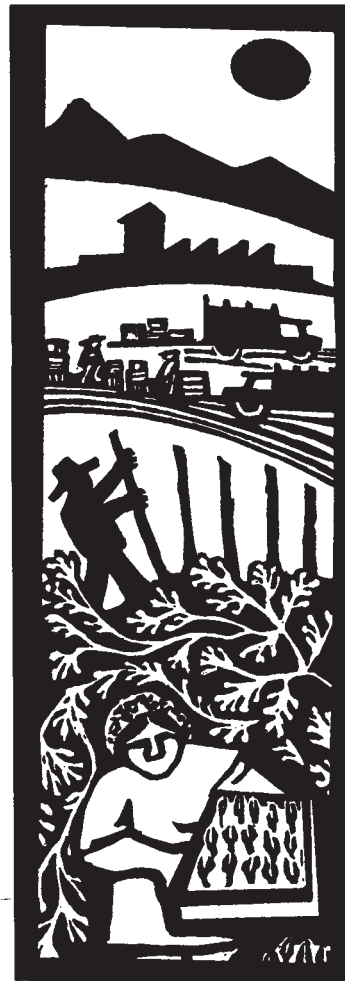
Au Pérou, les Forces armées ont déclaré la fin de la guerre, mais le pays n'a toujours pas connu de processus de réconciliation. Les blessures sont encore vives. L'année dernière, des organisations péruviennes de défense des droits de la personne ont préconisé le lancement d'un processus de réconciliation nationale pour mettre fin aux divisions sociales exacerbées par le conflit. Cependant, le gouvernement a rejeté cette proposition, accusant du même coup ses tenants de « sympathie avec les terroristes ». Il continue de harceler et d'intimider ceux qui le critiquent dans le cadre de la légalité, en particulier s'ils se trouvent dans les hauts-plateaux ruraux qui ont vu naître le conflit. Par conséquent, les inégalités et les injustices qui furent à l'origine de la guerre échappent encore au débat public tandis que la société est politiquement, socialement et économiquement éclatée. Cette description est d'autant plus vraie dans la région des hauts-plateaux, zone rurale et pauvre, où des communautés entières, comme celles de Huancavelica, ont été dévastées par la guerre.

Huancavelica est l'une des régions qui ont le plus souffert du conflit politique durant les années 80 et le début des années 90. Des milliers de personnes, essentiellement autochtones, ont été contraintes à fuir leurs maisons durant ces années noires. Aujourd'hui, Huancavelica est le département le plus pauvre du pays.

Parallèlement, cette société, comme toute autre, a été le théâtre d'un fort mouvement pacifiste. De nombreuses communautés ont résisté à la violence portée par la guerre. Grâce à de complexes négociations intercommunautaires, elles sont parvenues à interdire toute présence armée, guérilleros ou soldats, dans leurs localités.

En 1993, lorsque nous avons fait la connaissance de Martín Soto, il appartenait à une petite organisation de développement. Elle aidait les communautés à relancer la production agricole et à rebâtir les maisons détruites par la guerre. Elle fournissait aussi assistance aux réfugiés qui retournaient chez eux. Depuis cette date, l'organisation de Martín s'est jointe à d'autres organismes de la société civile pour encourager les institutions et les autorités locales à s'investir dans la région et profiter de leurs activités afin de restaurer un climat de confiance à Huancavelica.

Cette initiative a redonné espoir aux habitants. Un débat sur l'avenir s'est engagé; il a abouti à la tenue de la Table ronde de Huancavelica (*Mesa de concertación*) dont Martín coordonne les travaux. Se retrouvent autour de la table les représentants des organisations de développement local, des associations de producteurs agricoles, des corps de



métiers, des petites entreprises, des organisations de femmes, des municipalités et du Bureau de l'Ombudsman chargé des droits de la personne. Créée il y a un an, la Table ronde constitue, aux yeux des participants, le forum où se réunissent les organismes sociaux et les institutions publiques de Huancavelica pour mettre en place des mécanismes de règlement pacifique des conflits et pour établir des processus politiques transparents et responsables. La Table ronde élabore un plan de développement politique et socio-économique participatif pour toute la région auquel chaque communauté est appelée à prendre part depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre.

La population de Huancavelica a pris son avenir en main, soignant à sa manière les plaies de la guerre. Les habitants œuvrent ensemble, sur un même pied d'égalité. « Ce sera une opération de longue haleine, dit Martín, mais elle est remplie d'espoir. »

Voilà un exemple du type de relations qu'Inter Pares encourage et cherche à étendre par son action. Inter Pares a seulement contribué un peu au processus que Martín a décrit; cependant, nous en avons largement bénéficié. Ce que nous avons appris nous sera utile aussi bien au Pérou qu'ailleurs.

## Merci aux membres du Conseil

Au cours des vingt-cinq dernières années, de nombreuses personnes ont dédié temps et talent au service d'Inter Pares en leur qualité de membres du Conseil d'administration. Les membres du Conseil et l'équipe d'Inter Pares veillent au respect des objectifs que l'organisation s'est fixés et préparent l'avenir de manière novatrice, intègre et responsable envers nos homologues, nos donateurs et les citoyens canadiens.

Nous tenons à rendre un hommage vibrant à trois personnes qui, après de longues années de bons et loyaux services, ont décidé de quitter le Conseil en 1999. Il s'agit de Margaret Phillips, Mark Stiles et Deborah McIntosh. Leur départ laissera un grand vide. Nous sommes cependant assurés, pour les années à venir, de leur solide amitié et de leur participation au combat que nous menons pour bâtir un monde meilleur.

# Les dilemmes du « partenariat social »

Il y a peu, Inter Pares s'est penchée sur la question du « partenariat social », mode de financement adopté de manière croissante par des collègues travaillant dans des organisations à but non lucratif au Canada et dans le tiers monde. Si la notion de partenariat social, à savoir une co-entreprise entre une organisation à but non lucratif et une entreprise privée, ne date pas d'hier, l'engouement qu'elle connaît dans le secteur du développement international était inconnu à ce jour. C'est, pour beaucoup, une nouvelle source de financement de leurs activités étant donné la réduction importante de la part réservée aux services sociaux et à l'aide internationale dans les budgets nationaux.

De nombreuses organisations à but non lucratif au Canada et ailleurs considèrent que le partenariat avec le secteur privé constitue une solution attrayante. Leurs arguments sont solides. Le partenariat social permettrait de responsabiliser les entreprises privées pour en faire de meilleurs « citoyens ». Dans le cadre de tels partenariats, les organisations à but non lucratif fournissent une panoplie de services sociaux subventionnés par le « partenaire » privé – services communautaires, programmes de santé et de nutrition, jusqu'aux projets de réhabilitation de l'environnement — tandis que les entreprises poursuivent le rôle qu'elles jouent dans le commerce et l'investissement.

Au Canada, nombreux sont ceux qui considèrent que les partenariats sociaux sont une nouvelle source de financement de projets communautaires pour lesquels les subventions publiques se sont taries. Dans le Sud, c'est un moyen pour s'assurer que les multinationales contribuent au développement social des communautés dans lesquelles elles se sont implantées, plutôt que de les voir se limiter à extraire les ressources locales et à maximiser leurs profits. D'autres pensent que le partenariat social est un instrument d'autonomisation car il permettrait aux organisations communautaires de disposer de fonds propres et d'entrer en rapport direct avec le secteur privé. En Amérique latine, en Asie, en Afrique, au Canada, la survie économique de communautés entières dépend d'une ou de deux multinationales. Engager ces entreprises dans un « partenariat social » serait une façon de les sensibiliser au développement social des

communautés dans lesquelles elles se sont implantées.

Inter Pares ne s'engage pas dans de telles relations. Nous nous sommes toujours méfiés de ce concept. En réfléchissant à la nature de notre travail et des rapports qui nous lient à nos amis et collègues du Sud, nous considérons l'essence même de notre engagement et de la responsabilité que nous partageons avec nos homologues. Les rapports que nous voulons établir s'enracinent dans une certaine vision de la justice sociale et du développement : les relations entre riches et pauvres sont injustes. Notre rôle consiste à changer cet état de choses et non à nous y adapter.

Selon notre perspective, un « partenariat social » ne peut être une relation « entre égaux » ayant la même cause en partage. D'emblée, ce partenariat est inégal. Il dépend des intérêts d'entreprises privées dont les seuls objectifs sont le profit et la croissance. Ces entreprises sont imputables devant leurs seuls actionnaires; elle ne le sont pas devant les communautés où elles se sont implantées. Elles peuvent décider – motivées par les seules analyses de rentabilité – d'abandonner une communauté ou de cesser de subventionner les activités de développement social.

Parallèlement, les organisations à but non lucratif prennent le risque de jouer les intermédiaires entre l'entreprise et la communauté, sapant ainsi le rôle des élus locaux et perdant du même coup leur propre autonomie. Les organisations constituant la société civile doivent préserver leur indépendance et leur liberté d'action parce qu'elles jouent un rôle vital dans l'autonomisation des communautés afin que celles-ci prennent en main le contrôle de leurs ressources naturelles et humaines. Dans son acception actuelle, le « partenariat social » mine cette possibilité.

Remettre en question la notion de partenariat social, c'est nager à contre-courant. Cependant, nous savons que cet avis est partagé par de nombreux amis et collègues qui, dans le Sud et au Canada, viennent en aide aux communautés et aux économies locales. Il est essentiel que les organisations à but non lucratif réaffirment sans cesse l'importance du développement démocratique participatif. La santé des communautés ne peut être assurée par des contrats de services à durée déterminée; elle ne le sera que si l'on permet aux populations de gérer démocratiquement, à long terme, leurs vies et leurs moyens de subsistance.

## La citoyenneté en action

La politique des groupes d'intérêts, l'abdication des gouvernements et la dépendance accrue à l'égard de « partenariats » sociaux limités entre les communautés et le secteur privé se sont traduits par un transfert de responsabilités vers les organismes bénévoles. La santé et la sécurité des citoyens canadiens et de leurs communautés relèvent de manière croissante de la charité de particuliers et d'institutions privées.

Mécontents de cette nouvelle tendance, de nombreux Canadiens critiquent les effets pervers de la politique socio-économique de la dernière décennie. Ils résistent à l'érosion des valeurs sur lesquelles le Canada a été fondé et à la destruction du tissu social des communautés où ils sont nés et où ils voudraient élever leurs enfants. Ils se considèrent comme des citoyens et non pas comme des groupes d'intérêts. Ils conçoivent leur pays comme une nation et non pas comme une entreprise privée. Partout au Canada, des organisations de citoyens examinent ensemble, pour mieux y faire

face, les causes de l'affaiblissement du gouvernement et du recul de la solidarité sociale. Regroupant des dizaines d'organisations locales, régionales et nationales, le mouvement Programme d'action populaire pour la justice sociale évalue l'impact des politiques gouvernementales sur les communautés pour présenter des projets de rechange aux citoyens et aux différents paliers du gouvernement.

Inter Pares a participé à la création de ce mouvement; sa naissance est le fruit d'une coopération entre organisations de plusieurs pays qui s'intéressent aux mêmes problématiques en se fondant sur une vision et des valeurs vécues et partagées sur les plans local et international. Ces coalitions, qui comptent souvent des homologues d'Inter Pares, partagent analyses, méthodologies et ressources afin d'assurer l'entière participation des citoyens dans la mise en place des politiques socio-économiques et dans la définition du rôle du gouvernement dans le prochain millénaire.

La publication de ce Bulletin est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

